



VILLE DE
SISTERON



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE BIENS A TITRE GRATUIT
(Etude d'implantation d'un Green Datacenter à Sisteron)**

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La Commune de SISTERON, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Daniel SPAGNOU, domicilié en cette qualité en son siège, sis Hôtel de Ville, Place de la République, 04200 SISTERON, dûment habilité à signer les présentes en vertu de la délibération n° 2022-09-02-SG en date du 19 Octobre 2022 ;

Ci-après dénommée « la Commune »,

D'une part,

ET:

La Société dénommée S.A SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE DE SISTERON, S.E.M DE SISTERON, dont le siège social est à Sisteron (04200), Parc d'Activités, 11 Allée des Genêts, représentée par son Président, Monsieur Nicolas LAUGIER dûment autorisé à signer les présentes par délibération du Conseil d'Administration en date du (...).

Ci-après dénommée, « le Bénéficiaire » ou « La Société »,

D'autre part

Mis en ligne le 21/10/2022 à 11h52

REÇU EN PREFECTURE
le 20/10/2022

Application agréée E-legalite.com

99_DE-004-210402095-20221019-2022_09_02_

PREAMBULE

Dans le cadre du projet d'implantation d'un centre d'hébergement ultra sécurisé des données informatiques (Datacenter) sur le territoire communal, la Ville a lancé une étude sur la faisabilité de ce projet en partenariat avec la Banque des Territoires.

L'étude a permis de conclure sans équivoque à l'opportunité de créer un Green Datacenter sur Sisteron.

L'étude a aussi permis d'envisager toutes les possibilités de portage du projet, un portage 100% privé par la Société d'Économie Mixte de Sisteron est privilégié en raison sa pleine connaissance du tissu économique du territoire et de sa maîtrise foncière.

À cette fin, la Commune et la Société d'Économie Mixte envisagent de conclure une convention de mise à disposition de biens à titre gratuit.

La présente convention s'inscrit dans le régime de mise à disposition des biens défini par le Code général de la propriété des personnes publiques notamment en ses articles L.2211-1 et L.2221-1.

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques,

Vu la délibération n°2021-02-02-SG approuvant la convention de partenariat avec la Banque des Territoires aux fins de cofinancer une étude de faisabilité pour l'implantation d'un Data Center à Sisteron,

Vu l'étude d'opportunité et de faisabilité du projet de Green Datacenter privilégiant le portage du projet par la SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE DE SISTERON,

ARTICLE I - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet la mise à disposition de l'étude d'opportunité et de faisabilité réalisée pour l'implantation d'un green Data Center dont la Commune est propriétaire. L'étude a été lancée dès septembre 2021 avec un rendu définitif à la fin du printemps 2022 selon 2 phases :

- TRANCHE FERME : Etude d'opportunité (technique, marché, préfiguration du montage technico-économique et juridique)
- TRANCHE CONDITIONNELLE : Etude de faisabilité (montages juridiques et financiers définitifs)

L'étude a permis de conclure sans équivoque à l'opportunité d'un Green Datacenter sur Sisteron avec :

- Des investisseurs bien déterminés
- Plusieurs clients connus très intéressés
- Une implantation adaptée et un tènement clairement défini avec un terrain ayant fait l'objet d'une promesse de vente au profit de la SEM de Sisteron
- Un calendrier fixé avec à ce jour l'objectif d'une réalisation à l'horizon 2024

ARTICLE II - DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans courant du 20 octobre 2022 au 19 octobre 2025 reconductible de manière tacite.

ARTICLE III – RÉGIME JURIDIQUE DE LA CONVENTION ET DES BIENS

La présente convention est soumise au régime des contrats administratifs.

L'étude décrite à l'article 1 au titre de l'objet de la convention reste la propriété exclusive de la Commune.

Elle est inaliénable par le Bénéficiaire et insaisissable par quelque créancier que ce soit dont elle serait débitrice.

La présente convention est conclue intuitu personae, de sorte que le Bénéficiaire ne pourra, ni prêter, ni sous louer les biens mis à disposition.

ARTICLE IV – CONTREPARTIES FINANCIÈRES

La présente mise à disposition est consentie à titre gratuit.

ARTICLE V - RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention pourra être résiliée à toute époque si les besoins de la Commune et des motifs d'intérêt général le justifient, ce dont la Commune restera seule juge.

La présente convention pourra également être résiliée en cas de non-respect par le Bénéficiaire des engagements mis à sa charge au titre de la présente convention après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet pendant un délai de huit jours à compter de sa réception.

Enfin, le Bénéficiaire pourra suivant préavis de (...) mois solliciter la résiliation de la présente convention.

ARTICLE VI - LITIGES

Les contestations relatives à l'interprétation et à l'application de la présente convention sont portées devant le Tribunal administratif de Marseille.

Fait à SISTERON, le

Pour la Commune de SISTERON
Son Maire
Daniel SPAGNOU

Pour la SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE DE SISTERON,
Son Président,
Nicolas LAUGIER